

Journal Officiel de la République Tunisienne

TRADUCTION FRANÇAISE POUR INFORMATION

Vendredi 24 Sfar 1414 - 13 Août 1993

136^{ème} année

N° 60

Sommaire

Décrets et Arrêtés

Ministère de l'Intérieur

Tableau parcellaire 1211

Ministère des Affaires Etrangères

Arrêtés du ministre des affaires étrangères du 27 juillet 1993, fixant le règlement et le programme des concours externe et interne sur épreuves pour le recrutement des inspecteurs financiers centraux, des inspecteurs financiers, d'attachés financiers et des contrôleurs financiers des affaires étrangères 1211

Ministère des Finances

Décret n° 93-1603 du 26 juillet 1993, portant exonération de l'union nationale des aveugles et de la coopérative artisanale des aveugles de Tunisie de la taxe sur la valeur ajoutée 1217

Décret n° 93-1604 du 26 juillet 1993, portant fixation des régimes fiscaux à l'acquisition des navires destinés au transport de marchandises et des véhicules de transport de personnes ou des marchandises 1218

Décret n° 93-1605 du 26 juillet 1993, portant suspension du prélèvement dû à l'importation des viandes bovines congelées 1219

Ministère de l'Agriculture

Arrêté des ministres de l'agriculture et de l'éducation et des sciences du 29 juillet 1993, fixant la liste des spécialités dans lesquelles sont délivrés les diplômes de doctorat de spécialité et de doctorat d'Etat en sciences agronomiques 1219

Arrêté du ministre de l'agriculture du 29 juillet 1993, complétant l'arrêté du 14 septembre 1992 organisant et fixant les attributions de l'unité de réalisation du projet de développement agricole et de pêche dans le plateau de Sidi M'haddeb 1219

Ministère de l'Equipement et de l'Habitat

Tableau parcellaire 1220

Arrêtés du ministre de l'équipement et de l'habitat du 27 juillet 1993, prescrivant les opérations de délimitation ou de révision de la délimitation du domaine public maritime du littoral des gouvernorats de Tunis et de Ben Arous	1220
Ministère des Communications	
Décret n° 93-1606 du 27 juillet 1993, portant organisation administrative et financière de l'office national de la télédiffusion (O.N.T.)	1221
Ministère de L'Education et des Sciences	
Maintien en activité dans le secteur public	1222
Arrêté du ministre de l'éducation et des sciences du 29 juillet 1993, complétant l'arrêté du 3 février 1990, fixant la liste des départements et des unités de recherches, dans les établissements d'enseignement supérieur et de la recherche scientifique	1222
Arrêté du ministre de l'éducation et des sciences du 29 juillet 1993, fixant la composition et le fonctionnement du comité des projets et programmes universitaires	1223
Arrêté du ministre de l'éducation et des sciences du 29 juillet 1993, fixant la composition et le fonctionnement du comité national d'évaluation	1223
Ministère de la Culture	
Décret n° 93-1609 du 26 juillet 1993, fixant l'organisation de l'institut national du patrimoine et les modalités de son fonctionnement	1224
Ministère des Affaires Sociales	
Arrêté du Ministre des Affaires sociales du 5 août 1993, portant agrément de l'avenant n° 4 à la convention collective nationale des entreprises de presse écrite	1228
Arrêté du ministre des affaires sociales du 5 août 1993, portant agrément de l'avenant n° 4 à la convention collective nationale des fabricants de produits d'entretien et d'insecticides	1234
Arrêté du ministre des affaires sociales du 5 août 1993, portant agrément de l'avenant n° 4 à la convention collective nationale des cafés, bars, restaurants et établissements similaires.....	1239
Arrêté du ministre des affaires sociales du 5 août 1993, portant agrément de l'avenant n° 4 à la convention collective nationale des minoteries	1242
Arrêté du ministre des affaires sociales du 5 août 1993, portant agrément de l'avenant n° 4 à la convention collective nationale du commerce des matériaux de construction, du bois et des produits sidérurgiques.....	1246
Ministère de la Jeunesse et de l'Enfance	
Décret n° 93-1601 du 26 juillet 1993, fixant l'organisation et les modalités de fonctionnement de la société "Promosport"	1253

Avis et Communications

Ministère des Communications	
Avis aux titulaires des comptes à la Caisse d'Epargne Nationale de Tunisie	1255

Art. 6. - Dans l'exécution des missions attribuées par l'article 9 du décret n° 92-1929 ci-dessus visé au comité national d'évaluation, celui-ci tiendra compte des missions réservées par l'article 10 du même décret au comité de rénovation des études d'ingénierie et de technologie.

Art. 7. - Le présent arrêté sera publié au Journal Officiel de la République Tunisienne.

Tunis, le 29 juillet 1993.

Le Ministre de l'Education et des Sciences
Mohamed Charfi

Vu
Le Premier Ministre
Hamed Karoui

MINISTERE DE LA CULTURE

Décret n° 93-1609 du 26 juillet 1993, fixant l'organisation de l'institut national du patrimoine et les modalités de son fonctionnement.

Le Président de la République,

Sur proposition du ministre de la culture,

Vu le décret du 30 mars 1957 (28 chaâbane 1376) portant ouverture de crédit provisoire au titre de premier trimestre de l'année financière 1957-58 et autorisant la perception des impôts et revenus publics à partir du 1er avril 1957 et notamment son article 50,

Vu la loi n° 74-89 du 11 décembre 1974, ratifiant le décret-loi n° 74-13 du 24 octobre 1974 ratifiant la convention pour la protection du patrimoine mondial culturel et naturel,

Vu la loi n° 77-81 du 31 décembre 1977, portant loi de finances pour la gestion 1978 et notamment son article 26,

Vu la loi n° 83-112 du 12 décembre 1983, portant statut général des personnels de l'Etat des collectivités publiques locales et des établissements publics à caractère administratif,

Vu la loi n° 88-44 du 19 mai 1988, relative aux biens culturels,

Vu la loi n° 92-122 du 29 décembre 1992, portant loi de finances pour la gestion 1993 et notamment son tableau E,

Vu le décret n° 66-140 du 2 avril 1966, portant organisation de l'institut national d'archéologie et d'arts modifié et complété par le décret n° 83-1194 du 14 décembre 1983,

Vu le décret n° 66-141 du 2 avril 1966, fixant le statut du personnel de l'institut national d'archéologie et d'arts,

Vu le décret n° 66-142 du 2 avril 1966, portant dispositions dérogatoires au statut des personnels de l'institut national d'archéologie et d'arts,

Vu le décret n° 73-291 du 15 juin 1973, portant création de l'institut national d'archéologie et d'arts d'un centre d'études hispano-andalouses,

Vu le décret n° 75-434 du 4 juillet 1975, relatif au statut des personnels scientifiques de l'institut national d'archéologie et d'arts, modifié par le décret n° 83-524 du 7 juin 1983,

Vu le décret n° 82-269 du 12 février 1982, portant création et organisation au sein de l'institut national d'archéologie et d'arts d'un centre d'études de la civilisation et des arts islamiques à Kairouan (Raqqada),

Vu le décret n° 82-270 du 12 février 1982, portant création et organisation au sein de l'institut national d'archéologie et d'arts d'un centre d'études de la civilisation phénicienne, punique et des antiquités libyques,

Vu le décret n° 82-271 du 12 février 1982, portant création d'une nouvelle section au sein de l'institut national d'archéologie et d'arts,

Vu le décret n° 82-1356 du 16 octobre 1982, portant création et organisation, au sein de l'institut national d'archéologie et d'arts d'un centre d'études de civilisation classique et des antiquités romaines et byzantines,

Vu le décret n° 83-665 du 14 juillet 1983, portant modification du décret n° 66-141 du 2 avril 1966, relatif au statut des personnels de l'institut national d'archéologie et d'arts,

Vu le décret n° 83-1084 du 17 novembre 1983, portant réorganisation du ministère des affaires culturelles,

Vu le décret n° 83-1195 du 14 décembre 1983, modifiant et complétant le décret n° 82-269 du 12 février 1982 portant création et organisation du centre d'études de la civilisation et des arts islamiques à Kairouan,

Vu le décret n° 88-188 du 11 février 1988, réglant les conditions d'attribution et de retrait des emplois fonctionnels de secrétaire général de ministère, de directeur général d'administration centrale, de directeur d'administration centrale, de sous-directeur d'administration centrale et de chef de service d'administration centrale,

Vu le décret n° 89-127 du 19 janvier 1989, portant création du conseil supérieur de la sauvegarde des biens culturels,

Vu le décret n° 92-2215 du 31 décembre 1992, portant changement d'appellation de certains établissements publics,

Vu l'avis du ministre des finances,

Vu l'avis du tribunal administratif,

Décrète :

TITRE PREMIER

Dispositions générales

Article premier. - L'institut national du patrimoine est un établissement public à caractère administratif doté de la personnalité civile et de l'autonomie financière.

Il est placé sous la tutelle du ministère de la culture.

Art. 2. - Le siège de l'institut national du patrimoine est fixé à Tunis.

Art. 3. - L'institut national du patrimoine est une institution scientifique et technique chargée d'établir l'inventaire du patrimoine culturel, archéologique, historique, civilisationnel et artistique, de l'étude du patrimoine, de sa sauvegarde et de sa mise en valeur.

L'institut national du patrimoine a notamment pour mission :

a) de préserver, sauvegarder et restaurer les sites archéologiques, les monuments historiques et les tissus urbains traditionnels

b) d'organiser et d'entreprendre la recherche, la fouille, l'inventaire et la prospection dans les domaines du patrimoine archéologique, historique et civilisationnel à travers les différentes périodes

c) de collecter le patrimoine traditionnel et les arts populaires, de faire apparaître leur valeur civilisationnelle, de les inventorier, de les étudier et de les exposer

d) d'entreprendre tous les travaux de recherche, de sauvegarde, de protection, de restauration et d'exposition des documents ayant une valeur civilisationnelle, scientifique ou artistique dont :

- les manuscrits et les imprimés

- les documents audio-visuels quelque soit leur support

- les œuvres artistiques quelle que soit leur matière, leur technique d'exécution comme les arts plastiques, les meubles etc...

e) de créer des musées, sauvegarder leurs collections et y promouvoir les méthodes d'exposition

f) de publier les études scientifiques et culturelles et de les diffuser

g) de participer à l'animation du patrimoine et de sa promotion par tous les moyens audio-visuels et écrits par l'organisation des expositions, des congrès et des rencontres à l'échelle nationale et internationale

h) de former les cadres, les recycler et les entraîner aux travaux des différents secteurs scientifiques et techniques.

TITRE II

L'organisation administrative

Art. 4. - L'institut national du patrimoine comprend :

- a) le conseil de l'institut
- b) la direction générale
- c) le secrétariat général
- d) la direction de la programmation, de la coopération, de la publication et de la formation
- e) les divisions scientifiques et techniques
- f) les inspections régionales du patrimoine.

Art. 5. - Le conseil de l'institut est chargé :

a) d'arrêter la politique générale de l'institut dans tous les domaines de la recherche scientifique de la prospection, l'inventaire, la protection, la sauvegarde, les sondages, les fouilles, le classement, l'exposition muséographiques et l'animation du patrimoine,

b) de donner son avis sur les questions suivantes :

- le projet du budget général de l'institut
- les projets relatifs au patrimoine archéologique et culturel
- les projets de texte législatifs ou réglementaires relatifs au patrimoine
- l'organisation de l'institut
- les programmes de formation, de stage ou de recyclage du personnel
- les programmes de coopération avec les institutions universitaires spécialisées dans la recherche dans le domaine du patrimoine
- l'évaluation des réalisations de l'institut ainsi que les activités de ses différentes structures et les consigner dans un rapport annuel qui sera soumis à l'autorité de tutelle.

Art. 6. - Le conseil de l'institut est présidé par le directeur général de l'institut et se compose comme suit :

- le secrétaire général qui est le secrétaire du conseil
- le directeur de la division de l'inventaire général et des recherches
- le directeur de la division de la sauvegarde des monuments des sites
- le directeur de la division du développement muséographique
- le directeur de la programmation, de la publication et de la formation
- le conservateur du musée national du Bardo
- le chef de service d'architecture et cinq représentants du corps scientifique et technique de l'institut, choisie suivant des conditions fixées par arrêté du ministre de la culture.

Le directeur peut inviter toute personne dont la participation aux travaux du conseil est jugée utile.

Art. 7. - Le conseil se réunit au moins une fois tous les six mois sur invitation de son président ou à la demande de la moitié de ses membres. Les décisions sont prises à la majorité des voix des membres présents.

Les réunions du conseil ne sont valables que si la majorité de ses membres sont présents.

Art. 8. - L'institut national du patrimoine est dirigé par un directeur général nommé par décret sur proposition du ministre de

la culture parmi les agents remplissant les conditions de nomination à l'emploi de directeur général d'administration centrale prévues par le décret n° 88-188 du 11 février 1988 susvisé.

Art. 9. - Le directeur général de l'institut est chargé :

a) d'assurer la direction administrative, financière et technique de l'institut et de coordonner les activités de ses différentes sections, de préparer et d'exécuter son budget

b) de préparer et de suivre les travaux du conseil de l'institut et du conseil supérieur de la sauvegarde des biens culturels

c) de conclure tout contrat, convention ou marché pour le compte de l'institut et de le représenter auprès des tiers dans tous les actes civils administratifs et judiciaires.

Le directeur général de l'institut peut déléguer sa signature au secrétaire général de l'institut ainsi qu'aux directeurs des divisions et des départements.

Art. 10. - Le secrétaire général de l'institut national du patrimoine est chargé d'assister le directeur général de l'institut dans la gestion des services administratifs et financiers, du service juridique et du contentieux ainsi que du service des équipements et bâtiments.

Le secrétaire général a rang et avantages de directeur d'administration centrale. Il est nommé par décret sur proposition du ministre de la culture conformément aux dispositions du décret n° 88-188 du 11 février 1988 susvisé.

Art. 11. - Le secrétariat général comprend :

a) le service administratif, chargé :

- de la gestion du personnel de l'institut
- de l'établissement des textes réglementaires du personnel de l'institut

b) le service de la gestion financière, chargé :

- de la préparation et la présentation des budgets de fonctionnement et d'équipement de l'institut
- de l'engagement, la liquidation et l'ordonnancement de toutes les dépenses de l'institut et la tenue de la comptabilité y afférent
- du contrôle de l'évolution des effectifs fixés par la loi des cadres

c) le service juridique et du contentieux, chargé :

- des études à caractère juridique et de l'élaboration des textes en collaboration avec les services intéressés
- de la préparation, de l'instruction et du suivi des affaires litigieuses de l'institut en liaison avec les parties concernées

d) le service des équipements et des bâtiments, chargé :

- de l'acquisition et de la répartition des équipements
- de l'entretien et de la maintenance des locaux de l'administration
- de la gestion du parc-auto
- de la gestion et du contrôle des dépôts
- de l'établissement et la mise à jour de l'inventaire du matériel de l'institut.

Art. 12. - La direction de la programmation, de la coopération, de la publication et de la formation comprend :

- la sous-direction de la programmation et de la coopération formée de deux services :

- * service de la programmation
- * service de la coopération

- la sous-direction de la publication et de la formation formée de deux services :

- * service de la publication
- * service de la formation

La direction de la programmation, de la coopération, de la publication et de la formation est placée sous l'autorité du directeur général de l'institut et elle est chargée notamment de :

- a) la planification des projets de l'institut et de suivi de l'élaboration de leurs dossiers techniques,
- b) la préparation des programmes des activités relatives au patrimoine, à la coopération et à la formation,
- c) la publication des études scientifiques et culturelles relatives au patrimoine,
- d) la direction des bibliothèques spécialisées de l'institut et la réorganisation des archives scientifiques et techniques.

Art. 13. - L'institut national du patrimoine comprend trois divisions scientifiques et techniques placées sous l'autorité du directeur général :

- la division de l'inventaire général et des études,
- la division de la sauvegarde des monuments et des sites,
- la division du développement muséographique.

Chaque division est dirigée par un directeur nommé par décret sur proposition du ministre de la culture, et a rang et avantages de directeur d'administration centrale.

Les directeurs des divisions sont assistés par des directeurs des départements et des chefs de section.

Chaque département est dirigé par un sous-directeur nommé par décret sur proposition du ministre de la culture et a rang et avantages de sous-directeur d'administration centrale.

Chaque section est dirigée par un chef de service nommé par décret sur proposition du ministre de la culture et a rang et avantages de chef de service d'administration centrale.

Art. 14. - La division de l'inventaire général et des études comprend :

- 1) le département de l'inventaire et de l'étude des civilisations anciennes qui comprend :
 - a - la section de la période préhistorique
 - b - la section de la période lybico-punique
 - c - la section de la période romaine et byzantine.
- 2) le département de l'inventaire et de l'étude de la civilisation islamique qui comprend :
 - a - la section de la période médiévale,
 - b - la section de la période moderne.
- 3) le département de l'inventaire et de l'étude des biens ethnographiques et des arts contemporains qui comprend :
 - a - la section des arts populaires
 - b - la section des arts contemporains.
- 4) le département des études d'archéologie sous-marine.

La division de l'inventaire général et des études est chargée des missions suivantes :

- a) établir l'inventaire archéologique et le recensement des biens culturels meubles et immeubles ayant une valeur archéologique, historique, ethnographique et artistique et de classer l'ensemble de la documentation écrite ou audio-visuelle et de contribuer à l'enracinement de la civilisation nationale ainsi qu'à fixer la mémoire collective et la perpétuer
- b) effectuer les recherches archéologiques, identifier les objets mis à jour et les étudier
- c) étudier les arts et traditions populaires avec leurs composantes matérielles, orales, spirituelles et morales qui ont perpétué les différents modèles, cadres et types de la vie quotidienne traditionnelle disparue ou en voie d'extinction
- d) étudier les créations artistiques contemporaines ainsi que toute documentation écrite ou audio-visuelle ayant une valeur historique, esthétique ou technique

e) élaborer les études archéologiques, historiques ou ethnographiques afin de les faire publier par le service spécialisé de l'institut.

Art. 15. - La division de la sauvegarde des monuments et des sites comprend :

- 1) le département des monuments et des sites antiques composé de :
 - a - la section des monuments et des sites pré-romaines,
 - b - la section des monuments et des sites romano-byzantins.
- 2) le département des monuments et des sites islamiques composé de :
 - a - la section des monuments historiques et des sites voisins,
 - b - la section des sites culturels, des ensembles historiques et traditionnels,
 - c - la section des sites sauvegardés.
- 3) le département d'architecture, d'urbanisme et de classement composé de :
 - a - la section d'architecture et d'urbanisme,
 - b - la section du classement.

La division de la sauvegarde des monuments et des sites est chargée des missions suivantes :

- a) user de tous les moyens administratifs, juridiques, scientifiques et techniques pour préserver les monuments et les sites historiques, les ensembles traditionnels, les sites archéologiques et naturels de tout danger ou menace
- b) soumettre tous les travaux de préservation, de protection, de sauvegarde, de restauration et de mise en valeur aux lois et règlements administratifs en vigueur conformément aux principes, méthodes et procédés en usage
- c) entreprendre l'inspection administrative et technique ainsi que le contrôle des travaux en cours, autoriser ces travaux ou demander leur arrêt le cas échéant conformément à la réglementation en vigueur
- d) entreprendre les études et travaux de restauration, de rénovation de mise en valeur et en développer les méthodes
- e) participer à l'élaboration des dossiers techniques et artistiques relatifs à la protection juridique, au classement et à l'inventaire général
- f) participer à l'élaboration des plans d'aménagement urbain ou territorial et des cahiers des charges techniques afin de garantir la sauvegarde des monuments, villes historiques, ensembles traditionnels et sites archéologiques et naturels
- g) étudier les travaux d'aménagement relatifs à l'environnement des monuments historiques, des ensembles traditionnels et des sites culturels en collaboration avec les structures et institutions spécialisées.

Art. 16. - La division du développement muséographique comprend :

- 1) le département des musées nationaux,
- 2) le département des musées régionaux et locaux,
- 3) le département des expositions et des activités muséographiques composé de :
 - la section des activités muséographiques
 - la section des expositions
- 4) le laboratoire du patrimoine mobilier.

La division du développement muséographique est chargée des missions suivantes :

- a) la gestion des musées archéologiques, historiques, ethnographiques, artistiques et techniques, nationaux, régionaux et locaux, relevant de l'institut national du patrimoine ou soumis à son contrôle

- b) l'acquisition des objets et collections muséographiques
- c) l'inventaire et le classement des objets et collections exposés ou déposés dans les réserves des musées dépendant de l'institut ou soumis à son contrôle
- d) l'inspection des registres d'inventaire des objets et collections privés
- e) veiller à la préservation des biens meubles à caractère culturel, archéologique, ethnographique, artistique ou technique ayant une valeur historique de tous dangers ou menaces
- f) soumettre tous les travaux de protection, de sauvegarde, de restauration et d'exposition aux lois et règlements en vigueur conformément aux principes, méthodes et procédés en usage
- g) le contrôle technique et l'analyse scientifique des biens culturels meubles en vue de leur sauvegarde, leur restauration et leur présentation muséographique et collaborer dans ces domaines avec les institutions et laboratoires spécialisés
- h) étudier les pièces et collections muséographiques exposées ou déposées dans les réserves des musées, du point de vue historique, artistique et ethnographique et collaborer dans ces domaines avec les structures scientifiques spécialisées au sein de l'institut ou à l'extérieur
- i) gérer et développer les musées en faisant appel aux méthodes modernes d'exposition et d'animation muséographique et élaborer des projets muséographiques nouveaux et œuvrer à leur réalisation en collaboration avec les structures scientifiques, techniques et administratives spécialisées au sein de l'institut ou à l'extérieur
- j) planifier et programmer l'organisation d'expositions nationales et internationales et œuvrer en vue de leur réalisation en collaboration avec les chercheurs et les cadres techniques, artistiques et administratifs spécialisés tout en veillant au respect des normes de conservation et d'exposition.

Art. 17. - Les directeurs, les sous-directeurs et les chefs de services de l'institut national du patrimoine sont nommés par décret sur proposition du ministre de la culture parmi les cadres répondant aux conditions de nomination à ces emplois, fixées par le décret n° 88-188 du 11 février 1988 susvisé.

TITRE III

Des inspections régionales du patrimoine

Art. 18. - Il est créé au sein de l'institut national du patrimoine des inspections régionales du patrimoine dirigées par des inspecteurs régionaux du patrimoine dépendant directement du directeur général de l'institut.

Art. 19. - Les inspections régionales du patrimoine sont chargées du constat et du contrôle continu de l'état du patrimoine historique, traditionnel et technique dans chaque circonscription territoriale telle que définie à l'article 20 du présent décret.

Elles sont notamment chargées de :

- l'inspection continue des monuments et sites et des collections historiques et traditionnelles ainsi que des musées et tout ce qui concerne le patrimoine archéologique, ethnographique et technique et de présenter des rapports exhaustifs au directeur général de l'institut

- informer le directeur général de l'institut de toutes les découvertes dans la région, et notamment les découvertes ayant trait à l'archéologie et aux propriétés à caractère archéologique et technique

- veiller à réaliser les décisions, les programmes et les projets de l'institut, et assurer le suivi de tous les travaux ayant trait à l'archéologie dans la région, ainsi que toutes les missions que le directeur général jugera utile de leur confier.

Art. 20. - L'inspection régionale du patrimoine est constituée d'une circonscription territoriale comprenant plusieurs gouvernorats.

Art. 21. - Le nombre des inspections régionales est fixé à six inspections réparties comme suit :

1 - l'inspection régionale du Nord Est, ayant son siège à Tunis et qui comprend les gouvernorats suivants :

- Tunis
- Ariana
- Ben Arous
- Zaghouan
- Nabeul
- Bizerte

2 - l'inspection régionale du Sahel, ayant son siège à Sousse et qui comprend les gouvernorats suivants :

- Sousse
- Monastir
- Mahdia

3 - l'inspection régionale du Nord Ouest, ayant son siège au Kef et qui comprend les gouvernorats suivants :

- Le Kef
- Jendouba
- Béja
- Siliana

4 - l'inspection régionale du Centre-Ouest, ayant son siège à Kairouan et qui comprend les gouvernorats suivants :

- Kairouan
- Sidi Bouzid
- Kasserine

5 - l'inspection régionale du Sahel-Sud, ayant son siège à Sfax et qui comprend les gouvernorats suivants :

- Sfax
- Gabès
- Médenine
- Tataouine

6 - l'inspection régionale du Sud-Ouest, ayant son siège à Gafsa et qui comprend les gouvernorats suivants :

- Gafsa
- Tozeur
- Kébili.

Art. 22. - L'inspecteur régional du patrimoine est nommé par décret sur proposition du ministre de la culture, parmi les agents remplissant les conditions à l'emploi de chef de service d'administration centrale prévue par le décret n° 88-188 du 11 février 1988 susvisé.

Art. 23. - L'inspecteur régional du patrimoine réside dans la circonscription territoriale où il a été désigné.

TITRE IV

L'organisation financière

Art. 24. - Les ressources de l'institut national du patrimoine comprennent :

- les subventions de l'Etat
- les recettes provenant des services rendus par l'institut
- les produits de la vente des publications
- les dons et legs
- toutes autres recettes qui lui seront affectées.

Art. 25. - Les dépenses de l'institut national du patrimoine comprennent :

- les dépenses de gestion de l'institut

الرائد الرسمي للجمهورية التونسية

عدد 60

السنة 136

الجمعة 24 صفر 1414 — 13 أوت 1993

المحتوى

الاورامر والقرارات

وزارة الداخلية

1211 جدول تقسيمي

وزارة الشؤون الخارجية

قرارات من وزير الشؤون الخارجية مؤرخة في 27 جويلية 1993 تتعلق بضبط نظام وبرنامج المناظرات الخارجية والداخلية بالمواد لإنتداب المتفقدين الماليين المركزيين والمتفقدين الماليين والملحقين الماليين والمراقبين الماليين للشؤون الخارجية

1211

وزارة المالية

أمر عدد 1603 لسنة 1993 مؤرخ في 26 جويلية 1993 يتعلق بإعفاء الإتحاد القومي للمكفوفين والتعاضدية الصناعية للمكفوفين بالبلاد التونسية من الأداء على القيمة المضافة

1217

أمر عدد 1604 لسنة 1993 مؤرخ في 26 جويلية 1993 يتعلق بضبط الأنظمة الجبائية عند إقتناء البواخر المعدة لنقل البضائع والعربات المعدة لنقل الأشخاص أو البضائع

1218

أمر عدد 1605 لسنة 1993 مؤرخ في 26 جويلية 1993 يتعلق بتوقيف العمل بالمعلوم الموظف عند توريد لحوم البقر المجمدة

1219

وزارة الفلاحة

قرار من وزير الفلاحة والتربية والعلوم مؤرخ في 29 جويلية 1993 يتعلق بضبط قائمة الإختصاصات التي تسند فيها شهادات دكتوراه الإختصاص ودكتوراه الدولة في العلوم الفلاحية

1219

قرار من وزير الفلاحة مؤرخ في 29 جويلية 1993 يتعلق بإتمام القرار المؤرخ في 14 سبتمبر 1992 المتعلق بتنظيم وضبط مهام وحدة إنجاز مشروع التنمية الفلاحية والصيد البحري بهضاب سيدي مذهب

1219

وزارة التجهيز والإسكان

- 1220 جدول تقسيمي
قراران من وزير التجهيز والإسكان مؤرخان في 27 جويلية 1993 يتعلقان بإجراء عمليات تحديد أو إعادة
1220 تحديد الملك العمومي البحري لشواطئ تونس وبن عروس

وزارة المواصلات

- 1221 أمر عدد 1606 لسنة 1993 مؤرخ في 26 جويلية 1993 يتعلق بالتنظيم الإداري والمالي للديوان الوطني
للإرسال الإذاعي والتلفزي

وزارة التربية والعلوم

- 1222 إبقاء موظفين في حالة مباشرة
قرار من وزير التربية والعلوم مؤرخ في 29 جويلية 1993 يتعلق بإتمام القرار المؤرخ في 3 فيفري 1990
1222 المتعلق بضبط قائمة الأقسام ووحدات البحث بمؤسسات التعليم العالي والبحث العلمي
قرار من وزير التربية والعلوم مؤرخ في 29 جويلية 1993 يتعلق بضبط تركيبة ونظام عمل لجنة المشاريع
1223 والبرامج الجامعية
قرار من وزير التربية والعلوم مؤرخ في 29 جويلية 1993 يتعلق بضبط تركيبة ونظام عمل اللجنة الوطنية
1223 للتقييم

وزارة الثقافة

- 1224 أمر عدد 1609 لسنة 1993 مؤرخ في 26 جويلية 1993 يتعلق بضبط تنظيم المعهد الوطني للتراث وطرق
تسييره

وزارة الشؤون الإجتماعية

- 1227 قرار من وزير الشؤون الإجتماعية مؤرخ في 5 أوت 1993 يتعلق بالمصادقة على الملحق التعديلي عدد 4 للإتفاقية المشتركة
القومية لمؤسسات الصحافة المكتوبة
1233 قرار من وزير الشؤون الإجتماعية مؤرخ في 5 أوت 1993 يتعلق بالمصادقة على الملحق التعديلي عدد 4 للإتفاقية المشتركة
القومية لصناعة مواد التنظيف ومبيدات الحشرات
1238 قرار من وزير الشؤون الإجتماعية مؤرخ في 5 أوت 1993 يتعلق بالمصادقة على الملحق التعديلي عدد 4 للإتفاقية المشتركة
القومية للمقاهي والحانات والمطاعم والمؤسسات المشابهة لها
1241 قرار من وزير الشؤون الإجتماعية مؤرخ في 5 أوت 1993 يتعلق بالمصادقة على الملحق التعديلي عدد 4 للإتفاقية المشتركة
القومية للمطاحن
1245 قرار من وزير الشؤون الإجتماعية مؤرخ في 5 أوت 1993 يتعلق بالمصادقة على الملحق التعديلي عدد 4 للإتفاقية المشتركة
القومية لتجارة مواد البناء والخشب والمواد الفولاذية

وزارة الشباب والطفولة

- 1252 أمر عدد 1601 لسنة 1993 مؤرخ في 26 جويلية 1993 يتعلق بتنظيم وطرق تسيير شركة النهوض
بالرياضة

اعلانات وإرشادات

وزارة المواصلات

- 1254 اعلان لمودمي الاموال بصندوق الادخار القومي التونسي

وعلى الأمر عدد 188 لسنة 1988 المؤرخ في 11 فيفري 1988 والمتعلق بضبط شروط إسناد الخطط الوظيفية لكاتب عام وزارة ومدير عام إدارة مركزية ومدير إدارة مركزية ولكاهية مدير إدارة مركزية ورئيس مصلحة إدارة مركزية وشروط الإغفاء من هذه الخطط الوظيفية.

وعلى الأمر عدد 127 لسنة 1989 المؤرخ في 19 جانفي 1989 والمتعلق بإحداث المجلس الأعلى لصيانة الممتلكات الثقافية.

وعلى الأمر عدد 2215 لسنة 1992 المؤرخ في 31 ديسمبر 1992 والمتعلق بتغيير أسماء بعض المؤسسات العمومية.

وعلى رأي وزير المالية.

وعلى رأي المحكمة الإدارية.

يصدر الأمر الآتي نصه :

العنوان الأول أحكام عامة

الفصل الأول - المعهد الوطني للتراث مؤسسة عمومية ذات صيغة إدارية تتمتع بالشخصية المدنية وبالاستقلال المالي وتخضع لإشراف وزارة الثقافة.

الفصل 2 - عين مقر المعهد الوطني للتراث بتونس العاصمة.

الفصل 3 - المعهد الوطني للتراث مؤسسة علمية وفنية تقوم بإحصاء التراث الثقافي الأثري والتاريخي والحضاري والفني ودراسته وصيانته وإبرازه ويضطلع المعهد بالخصوص :

(أ) بالمحافظة على المعالم التاريخية وترميمها وبصيانة وإحياء المواقع الثقافية والمجموعات التاريخية والتقليدية

(ب) بتنظيم ومباشرة البحث والتنقيب والمسح والإستكشاف في ميادين التراث الأثري والتاريخي والحضاري عبر مختلف العصور

(ج) بجمع التراث التقليدي والفنون الشعبية وإبراز قيمتها الحضارية وتسجيلها ودراستها وعرضها

(د) بإجراء جميع أعمال البحث والصيانة والمحافظة والترميم والعرض للوثائق ذات القيمة التاريخية والحضارية والعلمية والفنية ومن بين ذلك :

- المخطوطات والمطبوعات

- الوثائق السمعية والبصرية مهما كانت وسائل تسجيلها

- الأعمال الفنية مهما كانت موادها وطرق تنفيذها من فنون تشكيلية وأثاث وما إليها.

(هـ) بإعداد المتاحف وصيانة مجموعاتها وتطوير أساليب العرض بها

(و) بنشر الأبحاث العلمية التثقيفية وترويجها

(ز) بالمساهمة في إحياء التراث وتشيطه وترويجه عبر جميع الوسائل السمعية البصرية والمكتوبة. وذلك بتنظيم المعارض والمؤتمرات والملتقيات على المستويين الوطني والدولي

(ح) تكوين الإطار ورسكلته وتدريبه على أعمال مختلف القطاعات العلمية والفنية.

العنوان الثاني التنظيم الإداري

الفصل 4 - يشتمل المعهد على :

(أ) مجلس المعهد

(ب) الإدارة العامة

(ج) الكتابة العامة

(د) إدارة البرمجة والتعاون والنشر والتكوين

(هـ) الدوائر العلمية والتقنية

(و) التفقيديات الجهوية للتراث.

الفصل 5 - تتمثل مهام مجلس المعهد في :

أمر عدد 1609 لسنة 1993 مؤرخ في 26 جويلية 1993 يتعلق بضبط تنظيم المعهد الوطني للتراث وطرق تسييره.

إن رئيس الجمهورية.

يقترح من وزير الثقافة.

وبعد الإطلاع على الأمر المؤرخ في 30 مارس 1957 (28 شعبان 1376) والمتضمن فتح إعمادات وقتية بعنوان الثلاثة أشهر الأولى من السنة المالية 1957-1958 والمرخص في إستخلاص الأذونات والمداخيل العمومية إبتداء من غرة أفريل 1957، وخاصة الفصل 50 منه.

وعلى القانون عدد 89 لسنة 1974 مؤرخ في 11 ديسمبر 1974 والمتعلق بالمصادقة على المرسوم عدد 13 لسنة 1974 المؤرخ في 24 أكتوبر 1974 والمتعلق بالمصادقة على الإتفاقية الخاصة بحماية التراث العالمي الثقافي والطبيعي، وعلى القانون عدد 81 لسنة 1977 المؤرخ في 31 ديسمبر 1977 والمتعلق بقانون المالية لسنة 1978 وخاصة الفصل 26 منه.

وعلى القانون عدد 112 لسنة 1983 المؤرخ في 12 ديسمبر 1983 والمتعلق بضبط النظام الأساسي العام لاعوان الدولة والجماعات العمومية المحلية والمؤسسات العمومية ذات الصيغة الإدارية.

وعلى القانون عدد 44 لسنة 1988 المؤرخ في 19 ماي 1988 والمتعلق بالممتلكات الثقافية.

وعلى القانون عدد 122 لسنة 1992 المؤرخ في 29 ديسمبر 1992 والمتعلق بقانون المالية لتصرف سنة 1993 وخاصة الجدول ج منه.

وعلى الأمر عدد 140 لسنة 1966 المؤرخ في 2 أفريل 1966 والمتعلق بنظام المعهد القومي للآثار والفنون المنقح والمتم بالأمر عدد 1194 المؤرخ في 14 ديسمبر 1983.

وعلى الأمر عدد 141 لسنة 1966 المؤرخ في 2 أفريل 1966 والمتعلق بنظام موظفي المعهد القومي للآثار والفنون.

وعلى الأمر عدد 142 لسنة 1966 المؤرخ في 2 أفريل 1966 والمتعلق بوضع أحكام إستثنائية بالنسبة لنظام موظفي المعهد القومي للآثار والفنون.

وعلى الأمر عدد 291 لسنة 1973 المؤرخ في 15 جوان 1973 والمتعلق بإحداث مركز الدراسات الإسبانية والأندلسية بالمعهد القومي للآثار والفنون.

وعلى الأمر عدد 434 لسنة 1975 المؤرخ في 4 جويلية 1975 والمتعلق بالقانون الأساسي للموظفين العلميين التابعين للمعهد القومي للآثار والفنون المنقح بالأمر عدد 524 لسنة 1983 المؤرخ في 7 جوان 1983.

وعلى الأمر عدد 269 لسنة 1982 المؤرخ في 12 فيفري 1982 والمتعلق بإحداث وتنظيم مركز دراسة الحضارة والفنون الإسلامية بقرادة بالقبروان ضمن المعهد القومي للآثار والفنون.

وعلى الأمر 270 لسنة 1982 المؤرخ في 12 فيفري 1982 والمتعلق بإحداث وتنظيم مركز دراسة الحضارة الفينيقية واليونيقية وأثار اللوبيين ضمن المعهد القومي للآثار والفنون.

وعلى الأمر عدد 271 لسنة 1982 المؤرخ في 12 فيفري 1982 والمتعلق بإحداث قسم جديد ضمن المعهد القومي للآثار والفنون.

وعلى الأمر عدد 1356 لسنة 1982 المؤرخ في 16 أكتوبر 1982 والمتعلق بإحداث وتنظيم مركز دراسة الحضارة الكلاسيكية والآثار الرومانية والبيزنطية ضمن المعهد القومي للآثار والفنون.

وعلى الأمر عدد 665 لسنة 1983 المؤرخ في 14 جويلية 1983 والمتعلق بتنقيح الأمر عدد 141 لسنة 1966 المؤرخ في 2 أفريل 1966 والمتعلق بالقانون الأساسي الخاص بموظفي المعهد القومي للآثار والفنون.

وعلى الأمر عدد 1084 لسنة 1983 المؤرخ في 17 نوفمبر 1983 والمتعلق بإعادة تنظيم وزارة الشؤون الثقافية.

وعلى الأمر عدد 1195 لسنة 1983 المؤرخ في 14 ديسمبر 1983 والمتعلق بإتمام وتنقيح الأمر عدد 269 لسنة 1982 المؤرخ في 12 فيفري 1982 والمتعلق بإحداث وتنظيم مركز دراسة الحضارة والفنون الإسلامية بالقبروان.

1) تحديد السياسة العامة للمعهد في جميع المجالات من بحث علمي ومسح وصيانة ومحافظة وتنقيب وترتيب وعرض متحف وتثقيف تراشي

ب) إيداء الرأي في المسائل التالية :

- مشروع الميزانية العامة للمعهد

- المشاريع المتعلقة بالتراث الأثري والثقافي

- مشاريع النصوص القانونية والترتيبية المتعلقة بالتراث

- تنظيم المعهد

- برامج التكوين والتربص والرسكلة

- برامج التعاون مع المؤسسات الجامعية المختصة في البحث المتصل بمجال التراث

- تقييم إنجازات المعهد وأعمال مختلف الهياكل التابعة له وتضمينها في تقرير سنوي يرفع الى سلطة الإشراف.

الفصل 6 - يرأس المجلس المدير العام للمعهد ويتركب المجلس من الاعضاء الآتي ذكرهم :

- الكاتب العام وهو كاتب المجلس

- مدير دائرة المسح العام والبحوث

- مدير دائرة صيانة المعالم والمواقع

- مدير دائرة التنمية المتحفية

- مدير البرمجة والتعاون والنشر والتكوين

- محافظ المتحف الوطني بباردو

- رئيس قسم الهندسة المعمارية وخمسة أعضاء ممثلين عن الإطار العالي العلمي والتقني يقع إختيارهم حسب شروط يتم ضبطها بقرار من وزير الثقافة.

ويمكن للمدير العام للمعهد إستدعاء كل من يرى في حضوره فائدة من بين الأشخاص الذين لهم خبرة في الميدان.

الفصل 7 - يجتمع مجلس المعهد مرة كل ستة أشهر على الأقل بدعوة من رئيسه أو يطلب من نصف أعضائه وتتخذ قراراته بأغلبية أصوات الاعضاء الحاضرين.

لا تكون إجتماعات المجلس صحيحة إلا بحضور أغلبية أعضائه.

الفصل 8 - يتولى إدارة المعهد الوطني للتراث مدير عام تقع تسميته بمقتضى أمر بإقتراح من وزير الثقافة من بين الأعوان الذين تتوفر فيهم شروط التسمية لخطة مدير عام إدارة مركزية المنصوص عليها بالأمر عدد 188 لسنة 1988 المؤرخ في 11 فيفري 1988 المشار إليه أعلاه.

الفصل 9 - يمارس المدير العام للمعهد المهام التالية :

أ) تسيير الشؤون الإدارية والمالية والفنية المتعلقة بالمعهد بما في ذلك تسيير نشاط مختلف أقسام المعهد وإعداد وتنفيذ ميزانيته

ب) إعداد ومتابعة أعمال كل من مجلس المعهد والمجلس الأعلى لصيانة الممتلكات الثقافية

ج) إبرام جميع العقود والاتفاقيات والصفقات بإسم المعهد وتمثيله في جميع الأعمال المدنية والإدارية والعقدية.

ويمكن للمدير العام للمعهد تفويض حق إمضائه للكاتب العام والمديري الدوائر والأقسام.

الفصل 10 - يكلف الكاتب العام للمعهد الوطني للتراث بمساعدة المدير العام للمعهد في تسيير المصالح الإدارية والمالية ومصلة الشؤون القانونية والنزاعات ومصلة التجهيزات والمباني.

يتمتع الكاتب العام للمعهد برتبة وإمتيازات مدير إدارة مركزية ويعين بأمر بإقتراح من وزير الثقافة طبقاً لأحكام الأمر عدد 188 لسنة 1988 المؤرخ في 11 فيفري 1988 المشار إليه أعلاه.

الفصل 11 - تشتمل الكتابة العامة على :

أ) المصلحة الإدارية وتمثل مهامها في :

- التصرف في شؤون أعوان المعهد وإدارتها

- إعداد النصوص الترتيبية لأعوان المعهد

- دراسة الحالات الإجتماعية الخاصة لأعوان المعهد.

ب) مصلحة التصرف المالي وتمثل مهامها في :

- إعداد وتقديم ميزانيته التصرف والتجهيز للمعهد

- إعداد جميع نفقات المعهد وصرفها والإذن بدفعها وكذلك مسك الحسابات الخاصة بها

- السهر على تطور عدد الأعوان في نطاق قانون الإطارات.

ج) مصلحة الشؤون القانونية والنزاعات وتمثل مهامها في :

- القيام بالدراسات ذات الصيغة القانونية وبإعداد النصوص مع المصالح المعنية

- دراسة ومتابعة القضايا المتنازع فيها والتي تهم المعهد بالإتصال مع الأطراف المعنية.

د) مصلحة التجهيزات والمباني وتمثل مهامها في :

- شراء وتوزيع التجهيزات

- الحفاظ على المقارنات والتجهيزات الإدارية وصيانتها

- التصرف في وسائل النقل

- التصرف في المستودعات ومراقبتها

- مسك منتظم لدفاتر العتاد التابع للمعهد.

الفصل 12 - تشتمل إدارة البرمجة والتعاون والنشر والتكوين على :

- الإدارة الفرعية للبرمجة والتعاون وتضم مصطلحتين :

- مصلحة البرمجة

- مصلحة التعاون.

- الإدارة الفرعية للنشر والتكوين وتضم مصطلحتين :

- مصلحة النشر

- مصلحة التكوين.

تمارس إدارة البرمجة والتعاون والنشر والتكوين تحت سلطة المدير العام مباشرة المهام التالية :

أ) التخطيط لمشاريع المعهد ومتابعة إعداد ملفاتها التقنية

ب) إعداد برامج الأنشطة المتعلقة بالتراث والتعاون والتكوين

ج) العناية بنشر الدراسات العلمية والثقافية المتصلة بالتراث

د) الإشراف على المكتبات المختصة التابعة للمعهد والسهر على تنظيم الأرشيف العلمي والتقني.

الفصل 13 يضم المعهد الوطني للتراث ثلاث دوائر علمية وتقنية موضوعة تحت سلطة المدير العام وهي :

- دائرة المسح العام والبحوث

- دائرة صيانة المعالم والمواقع

- دائرة التنمية المتحفية.

يشرف على كل دائرة مدير يعين بأمر وإقتراح من وزير الثقافة وله رتبة وإمتيازات مدير إدارة مركزية.

يباشر مدير الدوائر مهامهم بمساعدة مديري الأقسام ورؤساء الفروع الراجعين لهم بالنظر.

يشرف على كل قسم كاهية مدير يعين بأمر وإقتراح من وزير الثقافة وله رتبة وإمتيازات كاهية مدير إدارة مركزية.

يشرف على كل فرع رئيس مصلحة يعين بأمر وإقتراح من وزير الثقافة وله رتبة وإمتيازات رئيس مصلحة إدارة مركزية.

الفصل 14 - تشتمل دائرة المسح العام والبحوث على :

1) قسم المسح ودراسة الحضارات القديمة ويتفرع الى :

أ) فرع عهد ما قبل التاريخ

(ن) دراسة أعمال التهيئة الخاصة بمحيط المعالم التاريخية والمجموعات التقليدية والمواقع الثقافية بالتعاون مع الهيئات والمؤسسات المختصة.

الفصل 16 - تشتمل دائرة التنمية المتحفية على :

- (1) قسم المتاحف الوطنية
- (2) قسم المتاحف الجهوية والمحلية
- (3) قسم المعارض والأنشطة المتحفية ويشتمل هذا القسم على الفرعين التاليين :

- فرع الأنشطة المتحفية

- فرع المعارض.

(4) مخبر التراث المنقول.

وتمارس دائرة التنمية المتحفية المهام التالية :

(أ) الإشراف على المتاحف الأثرية والتاريخية والإثنوغرافية والفنية والتقنية الوطنية والجهوية والمحلية التابعة للمعهد الوطني للتراث أو الخاضعة لمراقبته

(ب) إقتناء القطع والمجموعات المتحفية

(ج) إحصاء وتسجيل القطع والمجموعات المعروضة والمخزونة بالمتاحف التابعة للمعهد أو الخاضعة لمراقبته

(د) تفقد سجلات إحصاء القطع والمجموعات التابعة للخواص

(هـ) السهر على وقاية الممتلكات المنقولة ذات الطابع الثقافي والأثري والإثنوغرافي والفني والتقني والتي لها قيمة تاريخية من الأخطار والتهديدات

(و) الحرص على إخضاع أعمال الرقابة والحماية والصيانة والترميم والعرض إلى القوانين والتراتيب الجاري بها العمل طبقا للمبادئ والطرق والأساليب المعمول بها

(ز) المراقبة التقنية وإجراء التحاليل العلمية المتعلقة بصيانة وترميم وعرض التراث الثقافي المنقول أو التعاون في ذلك مع الهيئات والمخابر المختصة

(ح) دراسة القطع والمجموعات المتحفية المعروضة والمخزونة بالمتاحف تاريخيا وفنيا وإثنوغرافيا والتعاون في ذلك مع الهيئات العلمية المختصة سواء بداخل المعهد أو بخارجه

(خ) تعهد وتطوير المتاحف وتنميتها بإستخدام الوسائل الحديثة للعرض والتنشيط المتحفي وكذلك وضع المشاريع المتحفية الجديدة أو الإشراف على إعدادها والعمل على إنجازها بالتعاون مع الهيئات العلمية والتقنية والإدارية المختصة بداخل المعهد أو بخارجه

(ط) التخطيط والرمجة لإعداد معارض وطنية ودولية والعمل على إنجازها بالتعاون مع الباحثين والإطار الفني والتقني المختص مع إعتبار مقتضيات المحافظة والعرض.

الفصل 17 - يسمى مدير وكراهي المديرين ورؤساء مصالح المعهد الوطني للتراث بأمر بإقتراح من وزير الثقافة من بين الإطارات التي تتوفر فيها شروط التسمية في هذه الخطط التي تم ضبطها بالأمر عدد 188 لسنة 1988 المؤرخ في 11 فيفري 1988 المشار إليه أعلاه.

العنوان الثالث

التفقديات الجهوية للتراث

الفصل 18 - تحدث بالمعهد الوطني للتراث تفقديات جهوية للتراث يتولى تسييرها متفقدون جهويون للتراث تحت الإشراف المباشر للمدير العام للمعهد.

الفصل 19 - تكلف التفقديات الجهوية للتراث بالمعانية والمراقبة المستمرة لحالة التراث التاريخي والتقليدي والفني بكل دائرة ترابية من الدوائر المضبوطة بالفصل 20 من هذا الأمر وهي تهتم بالخصوص :

- التفقد المستمر للمعالم والمواقع والمجموعات التاريخية والتقليدية والمتاحف وكل ما يهم التراث الأثري والإثنوغرافي والفني وتقديم تقارير شاملة إلى المدير العام للمعهد

- إعلام المدير العام للمعهد بما يحدث من مستجدات ولا سيما بما يتم إكتشافه بالجهة عن طريق الصدفة من آثار وممتلكات ذات طابع أثري وفني

- الحرص على إنجاز قرارات وبرامج المعهد ومشاريعه ومتابعة كل الأعمال المتعلقة بتراث الجهة وكل المهام التي يرى المدير العام من المفيد تكليفها بها.

(ب) فرع العهد اللوبي البوني

(ج) فرع العهد الروماني والبيزنطي.

(2) قسم المسح ودراسة الحضارة الإسلامية ويتفرع إلى :

(أ) فرع العصر الوسيط

(ب) فرع العصر الحديث.

(3) قسم المسح ودراسة الممتلكات الإثنوغرافية والفنون المعاصرة ويتفرع إلى :

(أ) فرع الفنون الشعبية

(ب) فرع الفنون المعاصرة.

(4) قسم دراسة الآثار تحت مائة.

وتمارس دائرة المسح العام والبحوث المهام التالية :

(أ) القيام بالمسح الأثري وإحصاء الممتلكات الثقافية الثابتة والمنقولة ذات القيمة الأثرية والتاريخية والإثنوغرافية والفنية وضبط وتسجيل مجموع الوثائق المكتوبة والمسموعة والمرئية والمساهمة في تجذير الهوية الحضارية الوطنية وتثبيت الذاكرة الجماعية وتحليلها

(ب) الكشف عن الآثار وتحقيق هوية الأشياء المكتشفة ودراستها

(ج) دراسة الفنون والعادات الشعبية بمكوناتها المادية والشفوية والروحية والمعنوية المخلدة لمختلف نماذج وأطر وأساليب الحياة اليومية التقليدية المنقرضة أو المهددة بالإنقراض

(د) دراسة إبداعات الفنون المعاصرة والوثائق المكتوبة والمسموعة والمرئية ذات الأهمية التاريخية والجمالية والتقنية

(هـ) إعداد الدراسات الأثرية والتاريخية والإثنوغرافية قصد نشرها عن طريق المصلحة المختصة بالمعهد.

الفصل 15 - تشتمل دائرة صيانة المعالم والمواقع على :

(1) قسم المعالم والمواقع القديمة ويتفرع إلى :

(أ) فرع معالم ومواقع ما قبل الرومان

(ب) فرع المعالم والمواقع الرومانية - البيزنطية.

(2) قسم المعالم والمواقع الإسلامية ويتفرع إلى :

(أ) فرع المعالم التاريخية والمناطق المجاورة لها

(ب) فرع المواقع الثقافية والمجموعات التاريخية والتقليدية

(ج) فرع المناطق المصانة.

(3) قسم الهندسة المعمارية والعمرانية والترتيب ويتفرع إلى :

(أ) فرع الهندسة المعمارية والعمرانية

(ب) فرع الترتيب.

وتمارس دائرة صيانة المعالم والمواقع المهام التالية :

(أ) العمل بكل الوسائل الإدارية والقانونية والعلمية والتقنية على وقاية المعالم والمدن التاريخية والمجموعات التقليدية والمواقع الأثرية والثقافية من الأخطار والتهديدات

(ب) الحرص على إخضاع أعمال الوقاية والحماية والصيانة والترميم والإحياء إلى القوانين والتراتيب الإدارية طبقا للمبادئ والطرق والأساليب الجاري بها العمل

(ج) ممارسة التفقد الإداري والتقني ومراقبة الأشغال الجارية والترخيص فيها والإذن بإيقافها عند الإقتضاء حسب ما تعلقه التراتيب الجاري بها العمل

(د) القيام بالدراسات والأعمال المتعلقة بالترميم والتهذيب والإحياء والعمل على تطوير أساليبها

(هـ) المساهمة في إعداد الملفات التقنية والفنية الخاصة بالحماية القانونية والترتيب القانوني للمعالم والمواقع

(و) المساهمة في إعداد أمثلة التهيئة الترابية والعمرانية وفي ضبط كبرائس الشروط التقنية لضمان صيانة المعالم والمدن التاريخية والمجموعات التقليدية والمواقع الأثرية والطبيعية

الفصل 20 - تتكون التفقدية الجهوية للتراث من دائرة ترابية تشمل عدة ولايات.

الفصل 21 - حدد عدد التفديات الجهوية بست تفديات موزعة كآتي :

(1) تفقدية جهوية للشمال الشرقي ومقرها تونس العاصمة.

وتضم الولايات التالية : - تونس

- أريانة

- بن عروس

- زغوان

- نابل

- بنزرت.

(2) تفقدية جهوية بالساحل ومقرها سوسة.

وتضم الولايات التالية : - سوسة

- المنستير

- المهدية.

(3) تفقدية جهوية بالشمال الغربي ومقرها الكاف.

وتضم الولايات التالية : - الكاف

- جندوبة

- باجة

- سليانة.

(4) تفقدية جهوية بالوسط الغربي ومقرها القيروان.

وتضم الولايات التالية : - القيروان

- سيدي بوزيد

- القصرين.

(5) تفقدية جهوية بالساحل الجنوبي ومقرها صفاقس.

وتضم الولايات التالية : - صفاقس

- قابس

- مدنين

- تطاوين.

(6) تفقدية جهوية بالجنوب الغربي ومقرها قفصة.

وتضم الولايات التالية : - قفصة

- توزر

- قبلي.

الفصل 22 - يعين المتفقد الجهوي للتراث بأمر، بإقتراح من وزير الثقافة، من بين الأعوان الذين تتوفر فيهم شروط التسمية لخطة رئيس مصلحة إدارة مركزية المنصوص عليها بالأمر عدد 188 لسنة 1988 المؤرخ في 11 فيفري 1988 المشار إليه أعلاه.

الفصل 23 - يقيم المتفقد الجهوي للتراث داخل الدائرة الترابية التي عين بها.

العنوان الرابع

التنظيم المالي

الفصل 24 - تشتمل موارد المعهد الوطني للتراث على :

- المنح التي تسندها الدولة

- المداخل المتأتية من الخدمات التي يقدمها المعهد

- محاصيل بيع النشريات

- الهبات والوصايا

- كل الموارد الأخرى التي يمكن أن تحال إليه.

الفصل 25 - تشتمل مصاريف المعهد على :

- مصاريف التسيير للمعهد

- مصاريف الصيانة والترميم المتعلقة بالمعالم والمواقع

- المصاريف المتعلقة بالمسح والبحوث والحفريات

- المصاريف المتعلقة بالأنشطة المتحفية

- المصاريف المتعلقة بتنظيم المعارض

- كل المصاريف الأخرى غير المتوقعة والتي تدخل في نشاط المعهد.

الفصل 26 - ألغيت جميع الأحكام السابقة والمخالفة لهذا الأمر.

الفصل 27 - وزير الثقافة مكلف بتنفيذ هذا الأمر الذي ينشر بالرائد الرسمي للجمهورية التونسية.

تونس في 26 جويلية 1993

زين العابدين بن علي

وزارة الشؤون الإجتماعية

قرار من وزير الشؤون الإجتماعية مؤرخ في 5 أوت 1993 يتعلق بالمصادقة على الملحق التعديلي عدد 4 للإتفاقية المشتركة القومية لمؤسسات الصحافة المكتوبة.

ان وزير الشؤون الإجتماعية،

بعد الإطلاع على مجلة الشغل الصادرة بالقانون عدد 27 لسنة 1966 المؤرخ في 30 أفريل 1966 وخاصة فصلها 37 وما بعده،

وعلى القرار المؤرخ في 20 نوفمبر 1975 المتعلق بالمصادقة على الإتفاقية المشتركة القومية لمؤسسات الصحافة المكتوبة،

وعلى القرار المؤرخ في 23 أوت 1983 المتعلق بالمصادقة على الملحق التعديلي عدد 1 لهذه الإتفاقية الممضى بتاريخ 31 مارس 1983،

وعلى القرار المؤرخ في 18 مارس 1989 المتعلق بالمصادقة على الملحق التعديلي عدد 2 لهذه الإتفاقية الممضى بتاريخ 22 فيفري 1989،

وعلى القرار المؤرخ في 31 أوت 1990 المتعلق بالمصادقة على الملحق التعديلي عدد 3 لهذه الإتفاقية الممضى بتاريخ 14 جويلية 1990،

وعلى الإتفاقية المشتركة القومية لمؤسسات الصحافة المكتوبة الممضاة بتاريخ 24 جويلية 1975 والمعدلة باللحقات المذكورة أعلاه ،

وعلى رأي اللجنة الإستشارية للإتفاقيات المشتركة ،

قرر ما يأتي :

الفصل الأول - تمت المصادقة على الملحق التعديلي عدد 3 للإتفاقية المشتركة القومية لمؤسسات الصحافة المكتوبة الممضى بتاريخ 11 جوان 1993 والمصاحب لهذا القرار .

الفصل 2 - تنطبق وجوبا احكام هذا الملحق التعديلي على جميع المؤجرين والعملة التابعين للنشاطات المضبوطة بالفصل الأول من الإتفاقية المشتركة القومية المشار إليها أعلاه وذلك في كامل تراب الجمهورية .

تونس في 5 أوت 1993

وزير الشؤون الاجتماعية

محمد الغاضل خليل

إطلع عليه

الوزير الأول

حامد القروي

- les dépenses de maintenance et de restauration des monuments et des sites
- les dépenses relatives à l'inventaire, à la recherche et aux fouilles
- les dépenses relatives aux activités muséographiques
- les dépenses relatives à l'organisation des expositions
- toutes autres dépenses imprévisibles entrant dans le cadre des activités de l'institut.

Art. 26. - Sont abrogées toutes les dispositions antérieures contraires au présent décret.

Art. 27. - Le ministre de la culture est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel de la République Tunisienne.

Tunis, le 26 juillet 1993.

Zine El Abidine Ben Ali

MINISTRE DES AFFAIRES SOCIALES

Arrêté du Ministre des Affaires sociales du 5 août 1993, portant agrément de l'avenant n° 4 à la convention collective nationale des entreprises de presse écrite.

Le Ministre des Affaires sociales;

Vu le code du travail promulgué par la loi n°66-27 du 30 avril 1966 et notamment ses articles 37 et suivants;

Vu l'arrêté du 20 novembre 1975, portant agrément de la convention collective nationale des entreprises de presse écrite;

Vu l'arrêté du 23 août 1983, portant agrément de l'avenant n°1 à cette convention signé le 31 mars 1983;

Vu l'arrêté du 18 mars 1989, portant agrément de l'avenant n°2 à cette convention signé le 22 février 1989;

Vu l'arrêté du 31 août 1990, portant agrément de l'avenant n°3 à cette convention signé le 14 juillet 1990 ;

Vu la convention collective nationale des entreprises de presse écrite signée le 24 juillet 1975 et révisée par les avenants sus-visés;

Vu l'avis de la commission consultative des conventions collectives;

Arrête :

Article premier _ L'avenant n°4 à la convention collective nationale des entreprises de presse écrite, signé le 11 juin 1993 et annexé au présent arrêté, est agréé.

Article 2 _ Les dispositions de cet avenant sont rendues obligatoires sur l'ensemble du territoire de la République pour tous les employeurs et les travailleurs des activités énumérées dans l'article premier de la convention collective nationale sus-visée.

Tunis, le 5 août 1993.

Le Ministre des Affaires Sociales

Mohamed Fadhel Khelli

Vu

Le Premier Ministre

Hamed Karoui

Avenant n° 4 à la Convention Collective Nationale des Entreprises de Presse Ecrite

Entre les soussignés :

- L'Association des directeurs de journaux ;
d'une part ;
- L'union générale tunisienne du travail (UGTT) ;
- Le syndicat national de la culture et de l'information;
d'autre part ;

Vu la convention collective nationale des entreprises de presse écrite signée le 24 juillet 1975, agréée par arrêté du Ministre des Affaires Sociales du 20 novembre 1975 et publiée au JORT n°78 du 25 novembre 1975 ;

Vu l'avenant n°1 à la convention sus-visée signé le 23 Août 1983, agréé par arrêté du Ministre des Affaires Sociales du 23 Août 1983 et publié au JORT n°58 des 6 et 9 septembre 1983 ;

Vu l'avenant n°2 à la dite convention signé le 22 février 1989, agréé par arrêté du Ministre des Affaires Sociales du 18 mars 1989 et publié au JORT n°20 du 21 mars 1989 ;

Vu l'avenant n°3 à la convention sus-visée signé le 14 juillet 1990, agréé par arrêté du Ministre des Affaires Sociales du 31 Août 1990 et publié au JORT n°57 du 11 septembre 1990 ;

Vu le protocole d'accord du 23 février 1993 conclu entre l'UTICA et l'UGTT et relatif aux négociations pour la révision des conventions collectives .

Il a été convenu ce qui suit :

Article Premier: Les articles 11, 15, 16, 19, 21, 26, 30, 34, 46, 48-3 et 48-4 de la convention collective nationale des entreprises de Presse Ecrite sont modifiés comme suit :

Article 11 (nouveau) : Avancement et Promotion

a) Avancement : l'avancement normal consiste à passer d'un échelon à l'échelon immédiatement supérieur d'une façon continue en fonction de l'ancienneté de l'agent dans l'échelon . La durée moyenne du temps passé dans un échelon est fixée dans la grille des salaires annexée à la présente convention. Cette durée peut être réduite de six mois au maximum pour les travailleurs les mieux notés ou augmentée de six mois au maximum pour les travailleurs les moins notés .

b) Promotion : La promotion consiste dans le passage d'une échelle à l'échelle supérieure .

La promotion est fonction de la valeur professionnelle de l'agent telle qu'elle ressort notamment des éléments suivants :

- la durée de la pratique dans la profession
- la formation et les aptitudes professionnelles
- la durée du service et les appréciations obtenues dans l'établissement
- Les charges de famille .

Le tableau de promotion sera arrêté à la fin du mois de novembre par l'employeur et soumis pour avis à la commission paritaire . Ce tableau prendra effet à partir du 1er janvier de l'année suivante.

Dans tous les cas le travailleur est promu d'une échelle à une autre après une ancienneté de 5 ans au maximum dans la même catégorie c'est à dire : exécution, petite maître , haute maître , cadres ou cadres supérieurs.

Article 15 (nouveau) : Durée du travail

La durée du travail est fixée comme suit :

a) Pour les journalistes , les parties reconnaissent que les nécessités inhérentes à la profession ne permettent pas de déterminer le nombre et la répartition des heures de travail.